

La Pologne veut aider les réfugiés près de chez eux et refuse l'immigration obligatoire

Article rédigé par *contact*, le 18 mai 2016

[Source: [Nouvelles de France](#)]

Pour Witold Waszczykowski, le ministre des Affaires étrangères polonais, aucun pays ne peut être forcé d'accueillir les immigrants sur son territoire et la crise migratoire ne concerne que les pays qui ouvrent leurs frontières à l'immigration.

La véritable crise, c'est la crise des réfugiés dans les régions en guerre, comme la Syrie et la Libye, et c'est là que la Pologne souhaite participer à l'aide aux réfugiés.

Le ministre critique les commissaires européens pour leurs propositions avancées sans avoir consulté au préalable les États membres de l'UE, alors qu'ils n'ont aucune légitimité démocratique. À propos de la volonté de redistribuer des centaines de milliers d'immigrants clandestins dans toute l'Europe, Waszczykowski s'est exprimé en ces termes le 7 mai dernier sur la chaîne privée d'information en continu polonaise TVN24 : « *70 ans après la Deuxième guerre mondiale, quelqu'un, dans cette partie civilisée et prétendument progressiste de l'Europe, propose des déportations massives vers des pays où les réfugiés ne veulent pas aller* ».

Le côté totalement irréaliste des propositions de la Commission européenne a une fois de plus été mis en évidence avec l'annonce le lundi 9 mai par la Pologne de l'annulation à l'initiative des autorités italiennes et grecques du premier transfert de 100 demandeurs d'asile dans le cadre des près de 7000 que le gouvernement polonais précédent avait promis de prendre lors du sommet européen de septembre dernier. Les Italiens et les Grecs n'ont pas été capables de fournir des renseignements suffisants sur l'identité des 100 clandestins qui allaient être transférés et ont refusé aux agents de liaison polonais en Italie et en Grèce la possibilité de rencontrer ces personnes, préférant retirer leurs demandes de transfert.

Il s'agissait du premier groupe de clandestins qui devaient être transférés en Pologne dans le cadre des quotas convenus jusqu'en septembre, qui concernent 160 000 « migrants ».

Parallèlement, la Pologne a annoncé la mise en route dans les prochaines semaines d'un programme d'aide aux réfugiés syriens hébergés dans des camps au Liban, dans le cadre duquel elle financera l'hébergement et la nourriture pour entre 6000 et 10 000 personnes.

Simple hasard du calendrier ? On apprenait le mercredi 11 mai que le ministère de l'Intérieur polonais avait décidé d'annuler un concours pour des projets subventionnés par l'UE dans le domaine de l'intégration, de l'immigration légale et de l'asile, au motif que les critères de ce concours favorisaient trop l'immigration extra-européenne. Les subventions européennes concernées proviennent du Fonds Asile Migration Intégration (FAMI) actif dans tous les pays de l'UE.

Olivier Bault